

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 94
N° 15.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 31
NO TIURAI 1945.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers : 5 fr.	
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1944 18 déc. Arrêté interministériel relatif au contrôle du commerce avec l'ennemi (Arrêté de promulgation n° 579 s.g., du 7 juillet 1945).....	190
1945 19 fév. Arrêté ministériel (finances), relatif à l'application aux territoires d'outre-mer de la conversion d'emprunts effectués par la Société Nationale des chemins de fer français en décembre 1942 (Arrêté de promulgation n° 579 s.g., du 7 juillet 1945).....	190
ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
1945 9 juil. Décision n° 581 s.g., accordant une avance sur pension à l'orpheline de Turefaite a Ovii, ex-instituteur du Cadre local des Etablissements français de l'Océanie	192
9 juil. Décision n° 582 s.g., accordant une avance sur pension à Mlle Cadonsteau (Elisabeth), ex-infirmière hors classe du Cadre local des Etablissements français de l'Océanie.....	192
11 juil. Décision n° 593 c., rapportant les dispositions de la décision n° 368 s.g., relatives aux attributions du Médecin-Lieutenant Ohayon (Joseph).....	193
11 juil. Décision n° 596 i.p., rapportant l'article 2 de la décision n° 514 i.p., du 15 juin 1945 portant nomination de deux agents auxiliaires temporaires.....	193
11 juil. Arrêté n° 598 a.p.e., admettant le nommé Puatahi a Teimoana à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	193
11 juil. Arrêté n° 599 a.p.e., admettant le nommé Terupe a Taohia à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	193
11 juil. Arrêté n° 600 a.p.e., admettant le nommé Patiaroa a Punuaitua à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	193
11 juil. Arrêté n° 601 a.p.e., admettant le nommé Farera a Hoatua à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	194

13 juil. Décision n° 604 s.g., prescrivant la prise en charge par le Service local à compter du 1 ^{er} juillet 1945 du montant des loyers des médecins et pharmaciens militaires en service hors cadres et prescrivant le remboursement du montant des loyers payés par eux depuis le 1 ^{er} octobre 1944.....	194
13 juil. Arrêté n° 605 a.p.e., fixant le montant des droits d'inscription à l'examen du brevet de préparateur de vanille, ainsi que le taux des vacations aux membres de la commission d'examen.....	194
19 juil. Arrêté n° 610 a.p.e., convoquant les électeurs des districts de la colonie pour le dimanche 26 août 1945 à l'effet de procéder à l'élection des membres des conseils de district.....	194
19 juil. Décision n° 611 co., retirant à divers étrangers leurs cartes de commerçant.....	195
19 juil. Arrêté n° 612 a.p.e., fixant à nouveau le prix minimum de la vanille préparée.....	195
19 juil. Arrêté n° 613 s.g., portant réduction dans les écritures de la Trésorerie des prises en charge concernant les rôles de l'exercice 1940 des archipels.....	196
19 juil. Arrêté n° 614 s.g., portant annulation d'un ordre de recette émis en double emploi.....	196
19 juil. Arrêté n° 615 s.g., fixant le montant d'une dotation spéciale mise à la disposition de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel des Etablissements français de l'Océanie.....	196
19 juil. Arrêté n° 616 s.g., portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget de l'exercice 1945.....	197
19 juil. Arrêté n° 617 s.g., portant organisation d'un service de navigation interinsulaire.....	197
19 juil. Arrêté n° 618 s.g., portant modifications au Budget de la Colonie exercice 1945 et ouvrant des crédits supplémentaires.....	197
19 juil. Arrêté n° 619 s.g., portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget de l'exercice 1945.....	198
19 juil. Arrêté n° 620 s.g., portant réduction des prises en charge concernant les rôles de l'exercice 1942 des archipels.....	199
19 juil. Arrêté n° 621 s.g., approuvant le budget additionnel de la Commune mixte d'Uturoa pour l'exercice 1945.	19

19 juil.	Arrêté n° 622 co., rendant exécutoire du rôle principal de la vérification des poids et mesures pour l'année 1945.....	199
19 juil.	Arrêté n° 623 co., rendant exécutoires des rôles principaux de l'impôt des routes et 20 décimes additionnels des districts de Tahiti pour l'année 1945.....	199
21 juil.	Arrêté n° 635 a.p.e., admettant le nommé Mate Robert a Haapuea à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	199
21 juil.	Arrêté n° 636 a.p.e., admettant le nommé Papiani Pavai à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	199
21 juil.	Arrêté n° 637 a.p.e., admettant le nommé Tekura Pakoati à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	199
25 juil.	Arrêté n° 648 a.p.e., convoquant les électeurs des communes de Papeete et d'Uturoa pour le dimanche 26 août 1945 à l'effet de procéder à l'élection des membres des conseils municipaux.....	200
28 juil.	Arrêté n° 651 a.p.e., limitant la production de rhum de la Sucrerie-Distillerie d'Atimaono.....	201
	Extraits	201
AVIS OFFICIELS		
	Secrétariat Général. — Avis aux Fonctionnaires (Pensions).....	202
	Chambre de Commerce — Avis aux électeurs.....	202
	Enquête de <i>commodo et incommodo</i> . — M. V. Hérault, demeurant à Papeete	202

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et avis divers.....	202
--	-----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

ARRÊTÉ n° 579 s.g., promulguant des actes du pouvoir central.
(Du 7 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu les télégrammes N° 362 AE/FI du 29 juin 1945 du Ministre des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1° L'arrêté interministériel du 18 décembre 1944 relatif au contrôle du commerce avec l'ennemi (J. O. R. F. n° 13 du 16 janvier 1945, page 208) ;

2° L'arrêté ministériel (finances) du 19 février 1945 relatif à l'application aux territoires d'outre-mer de la conversion d'emprunts effectuée par la Société Nationale des chemins de fer français en décembre 1942 (J.O.R.F. n° 48 du 25 février 1945, page 991).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL relatif au contrôle du commerce avec l'ennemi.

(Du 18 décembre 1944).

Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie nationale, le ministre des finances et le ministre des colonies,

Vu l'article 10 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi ;

Vu les articles 10, 11 et 12 du décret du 30 novembre 1944,

ARRÊTENT :

Article 1^{er}. — Sont soumises aux dispositions des articles 10 et 11 du décret du 30 novembre 1944 les importations et exportations effectuées en provenance ou à destination des pays ci-après :

Espagne et ses possessions, y compris la zone espagnole de l'empire chérifien.

Libéria.

Liechtenstein.

Portugal et possessions.

Suède.

Suisse.

Tanger (Zone internationale de).

Turquie.

Art. 2. — Toutes les marchandises exportées ou réexportées sont soumises aux dispositions prévues par l'article 11 du décret du 30 novembre 1944.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 1944.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Le ministre de l'économie nationale,

PIERRE MENDES-FRANCE.

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'application aux territoires d'outre-mer de la conversion d'emprunts effectuée par la Société nationale des chemins de fer français en décembre 1942.

(Du 19 février 1945).

Le ministre des finances,

Vu la loi du 1^{er} décembre 1942 ;

Vu les arrêtés ministériels des 1^{er} et 2 décembre 1942 ;

Vu la décision de la Société nationale des chemins de fer français en date du 9 décembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les propriétaires de titres des emprunts convertis par la loi du 1^{er} décembre 1942 qui, résidant à la date du 7 décembre 1942 dans les territoires français d'outre-mer, les pays de protectorat et les territoires sous mandat, justifieront d'une telle résidence et de la propriété des titres à cette date, pourront demander le remboursement de ces titres, dans un délai de deux semaines, à compter de la promulgation du présent arrêté dans le territoire ou pays de la résidence.

Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement dans le délai ci-dessus prévu seront convertis d'office en obligations de la Société nationale des chemins de fer français à 3 1/2 pour 100 1943.

Art. 2. — Les opérations de remboursement et de conversion visées à l'article 1^{er} du présent arrêté seront effectuées dans les conditions prévues par la décision de la Société nationale des chemins de fer français, en date du 9 décembre 1944, ci-annexée.

Fait à Paris, le 19 février 1945.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
P. CALVET.

DÉCISION

DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN DATE DU 9 DÉCEMBRE 1944 FIXANT LES CONDITIONS D'APPLICATION AUX TERRITOIRES FRANÇAIS D'OUTRE-MER DE L'OPÉRATION DE CONVERSION D'OBLIGATIONS EN DÉCEMBRE 1942.

Article 1^{er}. — Conformément à l'article 10 de la décision du conseil d'administration en date du 2 décembre 1942, la présente décision fixe les conditions spéciales de remboursement et de conversion des titres dont les propriétaires, résidant à la date du 7 décembre 1942 dans les territoires français d'outre-mer, les pays de protectorat et les territoires sous mandat, justifieront d'une telle résidence et de la propriété de ces titres à cette date.

Art. 2. — Le dépôt des titres à rembourser devra être effectué, à l'appui de la justification visée à l'article 1^{er}, dans les délais fixés par l'arrêté à intervenir en application de l'article 2 de l'arrêté du 2 décembre 1942 :

Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tu-

nisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine et des payeurs particuliers de l'Algérie ;

Aux caisses des trésoriers généraux et des trésoriers-payeurs dans les colonies, dans les autres pays de protectorat et les territoires sous mandat ;

Aux services financiers de la Société nationale des chemins de fer français, 88, rue Saint-Lazare, à Paris.

Art. 3. — Le remboursement s'effectuera au pair, diminué de l'impôt, ainsi que, le cas échéant, du prélèvement de 10 p. 100, et majoré des intérêts courus au taux ordinaire depuis la date de la dernière échéance semestrielle jusqu'au 1^{er} janvier 1945, suivant le barème publié au *Journal officiel* du 4 décembre 1942 et ci-dessous reproduit.

Tous intérêts payables aux échéances comprises entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1944 seront en outre réglés sur la base du prix du dernier coupon échu antérieurement au 1^{er} janvier 1943.

Art. 4. — Le dépôt des titres à convertir devra être effectué, appuyé de la justification visée à l'article 1^{er}, aux caisses indiquées à l'article 2.

Art. 5. — Les titres convertis seront repris dans les conditions fixées à l'article 3 pour les titres remboursés et donneront lieu au paiement d'une soulte fixée par le barème ci-dessous.

Tous intérêts payables aux échéances comprises entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1944 seront en outre réglés sur la base du prix du dernier coupon échu antérieurement au 1^{er} janvier 1943.

Les obligations Société nationale des chemins de fer français 3 1/2 p. 100 1943 délivrées en échange des titres convertis porteront jouissance du 1^{er} janvier 1945.

Le président du conseil d'administration,
FOURNIER.

Barème des valeurs de reprise et des soultes à payer.

Catégories de titres		Prix net de remboursement	Intérêts courus nets	Valeur de reprise, intérêts compris	Prix net des nouveaux titres	Soultes à payer en cas de conversion
		francs	francs	francs	francs	francs
<i>Obligations 6 p. 100 anciennes de 500 fr.</i>						
Est...	N. } Per. phys.	478 5	5 3	483 8	455	28 8
	N. } Per. mor..	473 5	4 8	478 3	455	23 3
	P. } Per. phys.	478 5	4 7	483 2	455	28 2
	P. } Per. mor..	473 5	4 2	477 7	455	22 7
Nord..	N. } Per. phys.	480 1	5 3	485 4	455	30 4
	N. } Per. mor..	475 5	4 8	480 3	455	25 3
	P. } Per. phys.	480 1	4 7	484 8	455	29 8
	P. } Per. mor..	475 5	4 1	479 6	455	24 6
P.L.M.	N. } Per. phys.	478 6	5 3	483 9	455	28 9
	N. } Per. mor..	473 6	4 8	478 4	455	23 4
	P. } Per. phys.	478 6	4 7	483 3	455	28 3
	P. } Per. mor..	473 6	4 2	477 8	455	22 8
P. O..	N. } Per. phys.	477 1	1 8	478 9	455	23 9
	N. } Per. mor..	471 7	1 6	473 3	455	18 3
	P. } Per. phys.	477 1	1 2	478 3	455	23 3
	P. } Per. mor..	471 7	1	472 7	455	17 7
		francs	francs	francs	francs	francs
<i>Obligations 6 p. 100 anciennes de 500 fr. (suite).</i>						
Midi..	N. } Per. phys.	465 8	1 8	467 6	455	12 6
	N. } Per. mor..	457 8	1 6	459 4	455	4 4
	P. } Per. phys.	465 8	1 2	467	455	12
	P. } Per. mor..	457 8	1	458 8	455	3 8
Grande Ceinture.	N. } Per. phys.	468 6	10 5	479 1	455	24 1
	N. } Per. mor..	461 3	9 5	470 8	455	15 8
	P. } Per. phys.	468 6	9 3	477 9	455	22 9
	P. } Per. mor..	461 3	8 3	469 6	455	14 6
<i>Obligations P. L. M. 6 p. 100 type 1921, tranche A, de 500 fr.</i>						
N.	Pers. physiques..	462 9	7 1	470	455	15
	Pers. morales....	454 3	6 4	460 7	455	5 7
P.	Pers. physiques..	462 9	5 9	468 8	455	13 8
	Pers. morales....	454 3	5 2	459 5	455	4 5

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 581 s.g., accordant une avance sur pension à l'orpheline de Turifaite a Ovii, ex-instituteur hors classe du cadre Local des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 9 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la Caisse intercoloniale de retraites et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 29 mars 1938 accordant une indemnité spéciale temporaire aux retraités de la caisse intercoloniale de retraites et les décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 portant rajustement de cette indemnité ;

Vu la décision n° 1 s. g., du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pension de retraites non encore liquidées ;

Vu la disparition en mer de M. Turifaite a Ovii le 17 janvier 1941 et le jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete, audience du 22 décembre 1944, déclarant que le rapport du Chef du Service de l'Inscription Maritime du 15 janvier 1942 tiendra lieu d'acte de décès de M. Turifaite a Ovii ;

Vu la demande en date du 1^{er} décembre 1944 de M. Henri Krauser, tuteur de la mineure Turifaite a Ovii et le dossier de pension constitué en faveur de l'orpheline mineure, transmis au Ministre des Colonies à Paris par lettre n° 48 s.g. du 22 mars 1945 ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le télégramme n° 203/DP du 28 juin 1945 du Ministre des Colonies reconnaissant les droits à pension de M^{lle} Germaine Tetoitoimata orpheline de Turifaite a Ovii, instituteur hors classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie, disparu en mer le 17 janvier 1941,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Pour compter du 18 janvier 1941, lendemain de la disparition en mer de M. Turifaite a Ovii, instituteur hors classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie, il est alloué à titre d'avance sur pension temporaire, à l'orpheline Germaine Tetoitoimata Ovii, enfant mineure de ce fonctionnaire, une allocation provisoire annuelle de mille six cent dix-huit francs (1.618 fr.).

Art. 2.— A compter du 1^{er} juillet 1943 jusqu'au dernier mai 1944 l'allocation sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de deux mille trois cents francs l'an (2.300 fr.) suivant barème B annexé à la circulaire n° 1 F/I B du 8 septembre 1943 du Commissaire aux Finances.

Art. 3.— A compter du 1^{er} juin 1944, l'allocation sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de quatre mille six cents francs (4.600 fr.) l'an, suivant barème B annexé à la circulaire n° 5 FI/SPC du 15 juillet 1944 du Commissaire aux Finances.

Art. 4.— Les dites allocation et indemnité spéciale temporaire imputables au compte "Avances consenties aux fonctionnaires soumis au régime de la caisse intercoloniale de retraites" seront payables par trimestre et à terme échu. Le montant de ces avances sera repris lors de la liquidation de la pension définitive.

Art. 5. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la pré-

sente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juillet 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 582 s.g., accordant une avance sur pension à M^{lle} Cadousteau (Elisabeth) ex-infirmière hors classe du cadre local des Etablissements Français de l'Océanie.

(Du 9 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites, notamment les articles 18 et 19, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 797/s.g. du 18 novembre 1944 admettant d'office M^{lle} Cadousteau (Elisabeth), infirmière hors classe du cadre local, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Vu la décision n° 228/s.g. du 16 mars 1945 portant radiation de M^{lle} Cadousteau (Elisabeth) des contrôles de l'activité ;

Vu le dossier constitué en faveur de l'intéressée et transmis au Ministre des Colonies à Paris par lettre n° 42/s.g. du 19 mars 1945 ;

Vu le décret du 29 mars 1938 accordant une indemnité spéciale temporaire aux retraités de la caisse intercoloniale de retraites et les décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 portant rajustement de cette indemnité ;

Vu la décision n° 1/s.g. du 2 janvier 1945 étendant les dispositions des décrets des 10 août 1943 et 26 juin 1944 aux titulaires d'avances sur pensions de retraites non encore liquidées ;

Vu l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1943 ;

Vu le télégramme n° 199/d.p. du 27 juin 1945 du Ministre des Colonies reconnaissant les droits à pension spéciale de M^{lle} Cadousteau,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Pour compter du 1^{er} mai 1945, jour de la radiation des contrôles de l'activité de M^{lle} Cadousteau (Elisabeth) ex-infirmière hors classe du cadre local des E.F.O., il est alloué à la sus-nommée une allocation provisoire annuelle de Quatre mille quatre cents francs (4.400 fr.).

Art. 2. — L'allocation ci-dessus sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de Six mille francs (6.000 fr.) l'an suivant barème B annexé à la circulaire n° 1 F.I./S.P.C. du Commissaire aux Finances à Alger en date du 15 juillet 1944.

Art. 3. — Les dites allocation et indemnité spéciale temporaire imputables au compte "Avances consenties aux fonctionnaires soumis au régime de la Caisse intercoloniale de retraites" seront payables par trimestre et à terme échu. Le montant de ces avances sera repris lors de la liquidation de la pension définitive.

Art. 4. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juillet 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 593 c., rapportant les dispositions de la décision n° 368/s.g. relatives aux attributions du Médecin-Lieutenant Ohayon (Joseph).

(Du 11 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la décision n° 368/s.g. du 11 mai 1944, fixant les attributions des Médecins du Service de Santé;

Vu l'arrêté n° 156/a.g.f. du 16 février 1942 fixant le montant: 1° de l'indemnité complémentaire allouée au Sous-Lieutenant chirurgien radiologue de l'Hôpital, 2° de l'indemnité de service de nuit au Médecin Sous-Lieutenant résidant à l'Hôpital;

Vu la décision n° 157/a.g.f. du 16 février 1942 allouant des indemnités professionnelles à des Médecins Sous-Lieutenants en service à l'Hôpital;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision n° 368/s.g. du 11 mai 1944 est et demeure rapportée en ce qui concerne le Médecin-Lieutenant Ohayon (Joseph), pour compter du 10 Juillet 1945.

Le Médecin Ohayon ne fait plus partie du personnel de l'Hôpital de Papeete pour compter de la même date.

Art. 2. — Est et demeure rapportée pour compter de la même date les dispositions de la décision n° 157/a.g.f. du 16 février 1942 en ce qu'elle alloue une indemnité professionnelle de service de nuit au Docteur Ohayon.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juillet 1945.

ORSELLI

DÉCISION n° 596 i. p., rapportant l'article 2 de la décision n° 514 i. p. du 15 juin 1945 portant nomination de deux agents auxiliaires temporaires.

(Du 11 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la décision n° 514 i. p. du 15 juin 1945 portant nomination de deux agents auxiliaires temporaires;

Etant donné que le nommé Maua Ariitai a décidé de continuer ses études,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'article 2 de la décision n° 514 i. p. du 15 juin 1945 portant nomination de deux agents auxiliaires temporaires est rapporté pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 598 a.p.e., admettant le nommé Puatahi a Teremoana à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

Du 11 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents:

Vu la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la colonie par arrêté du 9 décembre suivant;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi susvisée;

Vu l'avis émis par la commission de surveillance des prisons;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale d'Uturoa, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Puatahi a Teremoana condamné par jugement du tribunal correctionnel des Iles Sous-le-Vent du 13 décembre 1944 à un an de prison pour vol de cigarettes.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise à l'intéressé d'un permis de libération, il sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à l'expiration de sa peine.

Art. 2. — Il fera connaître la localité où il désire se fixer, et devra s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'il aura l'intention de changer de domicile, il en avisera préalablement le Chef du Service de la Sécurité. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3. — Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré à l'intéressé par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

Dans ce cas, le nommé Puatahi a Teremoana sera réintégré à la prison pour toute la durée de sa peine non écoulee au moment de sa libération.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 599 a.p.e.

(Du 11 juillet 1945.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale d'Uturoa, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Terupe a Taohia condamné par jugement du tribunal indigène de Huahine du 26 février 1944 à un an de prison, pour fabrication de boisson fermentée, ivresse et coups et blessures graves.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 600 a.p.e.

(Du 11 juillet 1945.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale d'Uturoa, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Patiaroa a Punaitua condamné par le tribunal correctionnel des Iles Sous le Vent en date du 13 décembre 1944 à un an de prison pour vol de cigarettes.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 601 a.p.e.

(Du 11 juillet 1945).

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale d'Uturoa, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Farera a Hoatua condamné par le tribunal correctionnel des Iles Sous-le-Vent à un an de prison pour vol de cigarettes.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 635 a.p.e.

(Du 21 juillet 1945).

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Mate Robert a Haapuea condamné par jugement du tribunal correctionnel le 15 mai 1945 à six mois de prison pour violences et voies de fait commises le 9 avril 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 636 a.p.e.

(Du 21 juillet 1945.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Papiani Pavai condamné par arrêt du tribunal supérieur le 3 février 1945 à un an de prison pour vol commis le 20 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 637 a.p.e.

(Du 21 juillet 1945).

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

Tekura Pakoati condamné par arrêt du tribunal supérieur le 3 février 1945 à un an de prison pour vol commis le 20 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 604 s. g., prescivant la prise en charge par le Service Local à compter du 1^{er} juillet 1945 du montant des loyers des médecins et pharmaciens militaires en service hors cadres et prescivant le remboursement du montant des loyers payés par eux depuis le 1^{er} octobre 1944.

(Du 13 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire n° 13030 TC/S.A.I. du 22 juillet 1944 du Commissariat à la Guerre à Alger;

Vu le télégramme n° 4231/TC/S.A.-2 de la Direction des Troupes coloniales fixant les tarifs de location des logements des militaires;

Vu le décret du 6 janvier 1939 fixant la retenue journalière à opérer aux colonies sur le traitement des officiers lorsque le logement leur est fourni en nature;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} juillet 1945, le Service Local as-

surera le logement des médecins et pharmaciens militaires en service hors cadres dans la colonie. Il pourra à cet effet prendre en location à son compte des locaux civils à usage d'habitation.

Art. 2. — Une convention fixant les conditions de la location sera passée avec chaque propriétaire qui sera réglé de ses loyers sur présentation d'une facture.

Art. 3. — Dans le cas où le montant du loyer serait supérieur au tarif fixé par le télégramme n° 4231 TC/ S.A.-2 de la Direction des Troupes coloniales, il sera émis contre l'occupant un ordre de recette de la différence, à rembourser au Service Local substitué au locataire.

Art. 4. — La retenue de logement prescrite par le décret du 6 janvier 1939 sera effectuée par précompte sur la solde des intéressés.

Art. 5. — Le montant des loyers payés par les médecins et pharmaciens militaires antérieurement au 1^{er} juillet 1945 et depuis le 1^{er} octobre 1944 sera remboursé à chacun des intéressés sur production des quittances de loyer et dans les limites fixées par le télégramme 4231 TC précité.

Art. 6. — Il sera tenu compte dans le remboursement prévu à l'article 5 de la retenue de logement réglementaire fixée par le décret du 6 janvier 1939.

Art. 7. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 605 a.p.e. fixant le montant des droits d'inscription à l'examen du brevet de préparateur de vanille, ainsi que le taux des vacations aux membres de la commission d'examen.

(Du 13 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 324 du 14 avril 1945 (notamment l'article 8) réglementant la cueillette, le transport, la préparation le conditionnement et l'exportation de la vanille, dans les Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le montant des droits d'inscription à l'examen du brevet de préparateur de vanille est fixé à la somme de *Cent francs*.

Art. 2. — Il est attribué à chacun des membres de la Commission d'examen du brevet de préparateur de vanille assistant aux épreuves la somme de *Cent francs* par vacation de trois heures ou fraction de trois heures quel que soit le nombre des candidats.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 610 a. p. e. convoquant les électeurs des districts de la Colonie pour le dimanche 26 août 1945 à l'effet de procéder à l'élection des membres des Conseils de district;

Du 19 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant réorganisation des conseils de district, modifié par les arrêtés des 3 janvier 1900, 24 novembre 1919, 15 juin 1931 et 18 avril 1935 ;

Vu la décision du 24 mai 1943 acceptant la démission du Président du Conseil de district d'Afaahiti ;

Vu le décret du 5 juillet 1945 portant fixation de la date de convocation des collèges électoraux pour les élections municipales provisoires dans les Etablissements français de l'Océanie ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les collèges électoraux des districts de la Colonie sont convoqués pour le dimanche 26 août 1945 à 8 heures du matin, à l'effet de procéder à l'élection des membres des Conseils de district composés de cinq conseillers titulaires et deux conseillers suppléants.

Art. 2. — Ces élections seront faites au suffrage universel et au scrutin de liste, d'après les listes électorales arrêtées au 31 juillet 1945.

S'il y a lieu d'apporter des modifications aux dites listes, telles que radiations motivées par décès ou jugements, le Président du Conseil de district ou le Chef de l'île ou de vallée, publiera cinq jours avant l'ouverture du scrutin un tableau de ces modifications.

Art. 3. — Le bureau de vote sera ouvert à la Chefferie ou à l'école de chaque district.

Il sera présidé, suivant le cas, par le Président du Conseil de district ou le Chef de l'île ou de vallée, ou son adjoint ou un conseiller pris dans l'ordre du tableau, assisté, pour la formation du bureau, des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture du scrutin.

Dans le district d'Afaahiti, le bureau de vote sera présidé par le Délégué du Chef de Circonscription à Taravao.

Art. 4. — Le bureau de vote restera ouvert de 8 heures à 16 heures.

Le dépouillement des votes aura lieu immédiatement après la clôture du scrutin.

Il ne sera procédé qu'à un tour de scrutin et la désignation des conseillers titulaires et suppléants aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés, quel qu'en soit le résultat.

Art. 5. — Les procès-verbaux des opérations électorales seront rédigés en double expédition, l'une restera à la chefferie, l'autre sera transmise sans délai au Gouverneur par l'intermédiaire des Chefs de Circonscription.

Art. 6. — Le Secrétaire Général et les chefs de Circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 611 co. retirant à divers étrangers leurs cartes de commerçants.

(Du 19 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 janvier 1940 étendant aux Etablissements français de l'Océanie certaines dispositions complétant le

Code de Commerce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers ;

Vu l'arrêté n° 444 a.p.e. du 22 mai 1940 relatif à la délivrance de la carte d'identité de commerçant étranger ;

Vu les condamnations pour hausse illicite prononcées contre divers étrangers par le tribunal correctionnel de Papeete dans ses séances des 5 et 12 juin 1945 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont retirées à compter de la date de la présente décision les cartes des commerçants étrangers ci-après :

M^{me} Yeou Sau Sao c.i. n° 6.395,

M. Yau Sau c.i. n° 3.855,

M^{me} Ng Shung c.i. n° 4.219,

M. Siou Hoi c.i. n° 5.487.

Leurs cartes seront remises au Service des Contributions. L'exercice des diverses professions mentionnées sur leurs cartes leur est interdit à compter de la date de la présente décision.

Art. 2. — Dans un délai de quinze jours à compter de la même date M^{me} Yeou Sau Sao c.i. n° 6.395 et M^{me} Ng Shung c.i. n° 4.219 patentées la première comme cordonnier et la seconde comme pâtissier et marchand ambulant, remettront entre les mains du Chef du Service du Ravitaillement l'inventaire détaillé en quantité et en valeur fixée au prix de revient de toutes les marchandises entreposées dans leurs locaux de commerce. Les marchandises inventoriées seront cédées au prix de revient aux commerçants choisis par les intéressés et agréés par le Chef du Service du Ravitaillement.

Art. 3. — Dans le même délai de quinze jours à compter de la date de la présente décision M. Yau Sau c.i. n° 3.855 patenté comme commerçant de 5^e classe à Faava et M. Siou Hoi c.i. n° 5.487 patenté comme commerçant de 5^e classe à Punaauia remettront entre les mains du Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances l'inventaire détaillé de toutes les marchandises entreposées dans leur magasin. Ces marchandises seront cédées au prix de revient aux commerçants choisis par l'intéressé et agréés par le Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances.

Art. 4. — Le Chef du Service des Contributions, le Chef du Service du Ravitaillement et le Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 612 a.p.e., fixant à nouveau le prix minimum de la vanille préparée.

Du 19 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les Colonies ;

Vu l'arrêté n° 324 du 14 avril 1945 réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille, dans les Etablissements Français de l'Océanie ;

Vu l'avis du Président de la Commission d'Expertise des Vanilles ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le prix minimum à Papeete à payer aux préparateurs pour la vanille préparée est fixé à cent quatre-vingt-sept francs cinquante centimes le kilo, à compter du 15 juillet 1945.

Art. 2. — Ce prix est établi comme suit :

3 k. 800 de vanille verte à 40 fr. 50	153,90
Frais de préparation, de transport et d'emballage	13,05
Intérêts à 8% pendant 5 mois sur 153,90 + 13,05	5,55
Bénéfice du préparateur	15
Total	187,50

Art. 3. — Un kilo de vanille préparée avec 3 k. 800 de vanille verte doit perdre au maximum 38% de son poids dans une étuve à 90 - 95° jusqu'à son poids constant.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 857 a.e. du 5 décembre 1944.

Art. 5. — Toute infraction au présent arrêté sera punie des peines prévues à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 et à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, sans préjudice des sanctions administratives : retrait temporaire ou définitif de la patente.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 613 s. g., portant réduction dans les écritures de la Trésorerie des prises en charge concernant les rôles de l'exercice 1940 des archipels.

(Du 19 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1912 relatif aux rôles principaux et supplémentaires ;

Vu la lettre du Trésorier-Payeur n° 2520/207 du 13 octobre 1944 et l'état annexé ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le montant des rôles de l'exercice 1940 des îles ci-après désignées restant à recouvrer à la date du 31 mai 1944 sera réduit dans les écritures de la Trésorerie de la somme de : Six mille trois cent soixante-quinze francs (6.375 fr.) au titre de

l'impôt extraordinaire des 20 décimes additionnels à l'impôt des routes, savoir :

Makatea.....	875 »
Huahine.....	600 »
Borabora.....	3.000 »
Atuona.....	200 »
Taiohae.....	1.400 »
Tuamotu.....	600 »
Total.....	6.375 »

Art. 2. — Le Trésorier-Payeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 614 s. g. portant annulation d'un ordre de recette émis en double emploi.

Du 19 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la lettre du Trésorier-Payeur n° 1312/173 du 30 juin 1945 ;

Vu les ordres de recette n° 1248 du 16 janvier 1945 de frs. 1.500 et 1472 du 10 avril 1945 de frs. 1.500 émis au titre du chapitre 2 art. 3 paragraphe 6 du budget local, ex. 1944 pour régularisation de recettes effectuées en décembre 1944 au titre de la taxe sur les billards ;

Considérant que l'ordre de recette n° 1472 du 10 avril 1945 fait double emploi avec l'ordre de recette n° 1248 du 16 janvier 1945 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est annulé pour cause de double emploi l'ordre de recette n° 1472 du 10 avril 1945 de frs. 1.500 émis au nom du Trésorier-Payeur au titre du chapitre 2 art. 3 paragraphe 6 du budget local, ex. 1944, pour régularisation d'une recette faite en janvier 1945 au titre de la taxe sur les billards.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 615 s. g. fixant le montant d'une dotation spéciale mise à la disposition de la Caisse centrale de crédit agricole mutuel des Etablissements français de l'Océanie.

Du 19 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 29 novembre 1944 portant extension du champ

des opérations de la Caisse centrale de crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le télégramme n° 172 AE/F2 du 12 juin 1945 du Ministre des Colonies approuvant une dotation spéciale de Quatre millions en faveur de la Caisse centrale de crédit agricole mutuel ;

Vu la délibération des Délégations Economiques et Financières en date du 5 juillet 1945 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une dotation spéciale de Quatre millions (4.000.000 frs.) est mise à la disposition de la Caisse centrale de crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Art. 2. — Cette somme sera affectée à des prêts aux industries transformant les produits agricoles.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 616 s.g., portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1945.

(Du 19 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le télégramme n° 183 A.E./F.I. du 16 juin 1945 du Ministre des Colonies prescrivant le versement à la Caisse de réserve du produit de la réévaluation des devises de l'Office des Changes ;

Vu le télégramme n° 172 A.E./F.I. du 12 juin 1945 du Ministre des Colonies autorisant un prélèvement de Quatre millions pour dotation spéciale à la Caisse centrale de crédit agricole mutuel destinée à des prêts aux industries transformant les produits agricoles, conformément au décret du 29 décembre 1944 portant extension du champ des opérations de cet organisme ;

Vu la délibération des D.E.F. en date du 5 juillet 1945 approuvant l'emploi de cette somme ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au budget de l'exercice 1945 des crédits supplémentaires s'élevant à Quatre millions (4.000.000 frs.) au chapitre 18, Dépenses extraordinaires, savoir :

Article 1^{er} — Paragraphe 8 — Emploi du produit de la réévaluation des devises de l'Office des Changes... 4.000.000.

Art. 2. — Il sera pourvu à cette dépense au moyen d'un prélèvement d'une somme égale à la Caisse de Réserve.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 617 s.g., portant organisation d'un Service de navigation interinsulaire.

(Du 19 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les vœux successifs émis par l'assemblée des Délégations Economiques et Financières,

Vu l'arrivée dans la colonie de trois goélettes achetées en Amérique par le Service du Ravitaillement et la nécessité d'assurer des liaisons régulières entre le chef-lieu et les archipels trop irrégulièrement desservis par les goélettes du commerce local qui ne parviennent plus à ravitailler de façon suffisante les îles éloignées et à assurer le transport de toute la production ;

Vu l'impossibilité actuelle de confier la gérance de ce service supplémentaire de transports à une société française de navigation,

Sur le rapport du Secrétaire Général,

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} juillet 1945, il est créé sous l'autorité directe du Gouverneur un service de navigation interinsulaire qui a pour attributions :

a) l'exploitation des moyens de transport mis à sa disposition.

b) la conservation et l'entretien de ces moyens de transport.

Art. 2. — Le personnel du service de navigation interinsulaire comprend :

1°) Personnel de direction et administration :

Un chef de service relevant directement de l'autorité du Gouverneur et le personnel de bureau nécessaire à la bonne marche du service.

2°) Personnel naviguant :

Un capitaine, un mécanicien et un télégraphiste pour chaque goélette, nommés par décision du Gouverneur. Equipages : des matelots, aides-mécaniciens, cuisiniers, etc... engagés par les capitaines après agrément du chef du service.

Les soldes, indemnités pour frais de table et autres avantages revenant à ce personnel seront fixés par décision du Gouverneur,

Art. 3. — L'organisation financière et comptable du service de navigation interinsulaire ainsi que les tarifs de transport (passagers, fret) feront l'objet d'un arrêté pris sur la proposition du Secrétaire Général.

Art. 4. — A titre transitoire, les opérations de recettes et de dépenses seront inscrites au budget de la colonie exercice 1945 pour la période comprise entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1945.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 618 s.g., portant modifications au budget de la colonie exercice 1945 et ouvrant des crédits supplémentaires.

(Du 19 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Considérant que l'organisation du service interinsulaire demandée depuis plusieurs années par les populations des archipels et par les assemblées locales est devenue réalisable du fait de l'arrivée à la colonie de trois goélettes achetées par le Service du Ravitaillement ;

Considérant l'impossibilité actuelle de confier la gérance de ce service supplémentaire de transports à une Société française de navigation ;

En attendant une organisation définitive du service interinsulaire qui pourra être envisagée ultérieurement suivant les résultats obtenus, soit sur les bases d'un Office spécial, soit sur budget annexe indépendant du budget local ;

Considérant la nécessité de suivre dans le budget de la colonie les opérations tant en recettes qu'en dépenses de ce service de transport ;

Considérant qu'à cet effet il y a lieu d'ouvrir des crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1945 et de prévoir en recettes la somme correspondante pour couvrir les dépenses à ce titre ;

Vu l'arrêté n° 617 s. g., du 19 juillet 1945 portant organisation du service de la navigation interinsulaire ;

Vu la délibération du 4 juillet 1945 des Délégations Economiques et Financières réunies en session extraordinaire ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au budget de l'exercice 1945 des crédits supplémentaires s'élevant à 2.800.000 francs se décomposant comme suit :

CHAPITRE 8.

Dépenses des exploitations industrielles.

Art. 3. — Service des transports maritimes,

Parag. 2. — Personnel de direction.....	150.000 »
— 3. — Solde et frais de nourriture des équipages des bateaux du service interinsulaire.....	686.000 »
	<u>836.000 »</u>

CHAPITRE 10.

Dépenses des exploitations industrielles.

Art. 3. — Service des transports maritimes.

Parag. 2. — Matériel, entretien, fret et assurance des bateaux du service interinsulaire.....	1.274.000 »
Parag. 3. — Emploi du bénéfice éventuel de l'exploitation des bateaux du service interinsulaire.....	690.000 »

Art. 2. — Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des recettes à constater provenant de l'exploitation, soit :

CHAPITRE 3.

Produit des exploitations industrielles.

Art. 5. — Exploitations des bateaux du service du ravitaillement pour le service public (Service interinsulaire)....	2.800.000 »
--	-------------

Art. 3. — Le présent arrêté est, vu l'urgence, rendu provisoirement exécutoire en attendant son approbation par décret.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 619 s. g., portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1945.

Du 19 juillet 1945

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le télégramme n° 423/AE/F/2 du 27 mars 1945 du Ministre des Colonies prescrivant l'utilisation de la somme de cinq millions au "développement des services sociaux de la colonie" ;

Vu les vœux émis à la date du 5 juillet 1945 par les Délégations Economiques et Financières réunies en session extraordinaire, vœux demandant 1° — la construction d'un bâtiment destiné à abriter les habitants des archipels de passage à Papeete, et 2° — la participation de la colonie, pour une moitié de la dépense totale, dans les dépenses envisagées par la Commune de Papeete pour des travaux d'adduction d'eau dans la banlieue de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu, pour permettre l'exécution de ces travaux, d'ouvrir les crédits nécessaires au budget de l'exercice 1945 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au budget de l'exercice 1945 des crédits supplémentaires s'élevant à : *six millions sept cent mille francs* (6.700.000 frs.) au titre du chapitre 18 - Dépenses extraordinaires - se répartissant comme suit :

Paragraphe 1 ^{er} . — Dépenses sur recettes extraordinaires (Exécution du plan de campagne des travaux publics).....	5.650.000 »
8. — Achat et renouvellement de matériel et mobilier scolaires...	300.000 »
9. — Achat d'appareils et matériel divers du Service de Santé...	150.000 »
10. — Participation de la Colonie aux dépenses de la Commune de Papeete pour travaux d'adduction d'eau dans la banlieue de Papeete.....	600.000 »
	<u>6.700.000 »</u>

Art. 2. — Il sera pourvu à ces dépenses au moyen d'un prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve.

Art. 3. — Le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire en attendant son approbation par décret.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 620 s. g. portant réduction des prises en charge concernant les rôles de l'exercice 1942 des archipels.

(Du 19 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les arrêtés des 16 février 1881 et 27 novembre 1912 ;
Vu la lettre du Trésorier-Payeur n° 1345/176 du 5 juillet 1945 ;
Sur la proposition du Secrétaire Général ;
Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le montant des rôles de l'exercice 1942 des îles ci-après désignées, restant à recouvrer au 31 décembre 1944, sera réduit dans les écritures de la Trésorerie de la somme de : *Soixante mille cinquante et un francs cinquante-six centimes* (60.051 fr. 56, savoir :

	Impôts des routes	Propriété bâtie	Patentes	Taxe sur les Asiatiques	Taxe sur les voitures	Armes	Chiens	Avis	20 décimes addi- tionnels	Totaux
Makalea.....	350 »	»	»	»	»	»	»	1 75	700 »	1.051 75
Huahine.....	550 »	»	»	»	»	»	30 »	2 25	1.000 »	1.582 25
Borabora.....	10.450 »	1.431 60	9.727 21	7.980 »	»	»	570 »	228 50	6.700 »	36.487 31
Atuona.....	450 »	»	»	»	»	»	»	0 25	300 »	450 25
Taiohae.....	2.200 »	718 »	120 »	120 »	»	540 »	510 »	24 »	3.400 »	7.632 »
Rurutu.....	550 »	85 »	»	»	»	»	75 »	»	700 »	1.440 »
Tubuai.....	»	50 »	»	»	20 »	»	»	17 75	11.200 »	11.287 75
Gambier.....	50 »	»	»	»	»	»	»	0 25	400 »	450 25
Totaux.....	14.000 »	1.984 60	9.847 21	8.400 »	20 »	540 »	1.485 »	274 75	24.400 »	60.051 56

Art. 2. — Le Trésorier-Payeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 621 s.g., approuvant le budget additionnel de la Commune mixte d'Uturoa pour l'exercice 1945.

(Du 19 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 décembre 1931 organisant la Commune mixte d'Uturoa (Iles Sous-le-Vent) ;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 sur le régime financier de la dite commune et notamment l'article 5 ;

Vu la délibération de la Commission municipale en date du 31 mai 1945 ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le budget additionnel de la Commune mixte d'Uturoa pour l'exercice 1945, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de ; Quatre cent quatre vingt sept mille quatre cent vingt trois francs onze centimes (487.423,11).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 622 co., rendant exécutoire du rôle principal de la vérification des poids et mesures pour l'année 1943.

(Du 19 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des Contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 1.063 s.g. du 30 décembre 1942 approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1943 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions,

Le conseil privé entendu dans sa séance du 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu exécutoire le rôle principal de la vérification des poids et mesures, exercice 1943 à la somme de : *treize mille neuf cent soixante-dix francs*, savoir :

Perception de Tahiti

rôle principal — Exercice 1943

Poids et mesures..... 13.970

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 623 co., rendant exécutoires des rôles principaux de l'impôt des routes et 20 décimes additionnels des districts de Tahiti, pour l'année 1945.

Du 19 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 910 s. g. du 29 décembre 1944 approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1945 ;

Sur le rapport du chef du service des contributions ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 18 juillet 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux de l'impôt des routes et 20 décimes additionnels des districts de Tahiti, exercice 1945 s'élevant à la somme totale de : *trois cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinquante-six francs cinquante centimes*, savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôles principaux - Ex. 1945.

(Districts de Tahiti)

Faaa			
Impôt des routes.....	16.550 »		
20 décimes additionnels.....	33.400 »		
Avis.....	82 75	59.732 75	
Punaauia			
Impôt des routes.....	9.800 »		
20 décimes additionnels.....	19.600 »		
Avis.....	49 »	29.449 »	
Paea			
Impôt des routes.....	9.650 »		
20 décimes additionnels.....	19.300 »		
Avis.....	48 25	28.998 25	
Papara			
Impôt des routes.....	14.600 »		
20 décimes additionnels.....	29.200 »		
Avis.....	73 »	43.873 »	
Mataiea			
Impôt des routes.....	6.550 »		
20 décimes additionnels.....	13.400 »		
Avis.....	32 75	19.682 75	
Papeari			
Impôt des routes.....	7.450 »		
20 décimes additionnels.....	14.900 »		
Avis.....	37 25	22.387 25	
Vairao			
Impôt des routes.....	11.450 »		
20 décimes additionnels.....	22.900 »		
Avis.....	57 25	34.407 25	
Teahupoo			
Impôt des routes.....	3.900 »		
20 décimes additionnels.....	7.800 »		
Avis.....	19 50	11.719 50	
Afaahiti			
Impôt des routes.....	5.000 »		
20 décimes additionnels.....	10.000 »		
Avis.....	25 »	15.025 »	
Pueu			
Impôt des routes.....	5.400 »		
20 décimes additionnels.....	10.200 »		
Avis.....	25 50	15.325 50	
Tautira			
Impôt des routes.....	7.200 »		
20 décimes additionnels.....	14.400 »		
Avis.....	36 »	21.636 »	

Hitiaa-Faaone

Impôt des routes.....	6.500 »		
20 décimes additionnels.....	13.000 »		
Avis.....	32 50	19.532 50	

Tiarei-Mahaena

Impôt des routes.....	7.050 »		
20 décimes additionnels.....	14.100 »		
Avis.....	35 25	21.185 25	

Papenoo

Impôt des routes.....	3.350 »		
20 décimes additionnels.....	6.700 »		
Avis.....	16 75	10.066 75	

Mahina

Impôt des routes.....	4.800 »		
20 décimes additionnels.....	9.600 »		
Avis.....	24 »	14.424 »	

Arue

Impôt des routes.....	5.400 »		
20 décimes additionnels.....	10.200 »		
Avis.....	25 50	15.325 50	

Pirae

Impôt des routes.....	7.250 »		
20 décimes additionnels.....	14.500 »		
Avis.....	36 25	21.786 25	

Total de la perception de Tahiti - ex. 1945. 394.556 50

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 648 a. p. e., convoquant les électeurs des communes de Papeete et d'Uturoa pour le dimanche 26 août 1945 à l'effet de procéder à l'élection des membres des conseils municipaux.

(Du 25 juillet 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete et rendant applicables à Tahiti les dispositions du décret du 18 mars 1879 instituant un Conseil municipal à Nouméa ;

Vu le décret du 20 mai 1890 rendant applicables aux Etablissements français de l'Océanie diverses dispositions de la loi municipale du 5 avril 1884 ;

Vu le décret du 14 mars 1919 appliquant à certaines colonies non représentées au Parlement la législation sur le secret et la liberté du vote ;

Vu le décret du 7 août 1928 rendant applicable aux colonies la loi du 20 juillet 1928 ayant pour objet l'application aux élections municipales de la loi du 8 juin 1923 concernant la distribution des bulletins de vote et des circulaires électorales ;

Vu le décret du 10 février 1937 rendant applicables à la Commune de Papeete les dispositions de l'article 10 de la loi municipale du 5 avril 1884 ;

Vu l'arrêté du 27 juin 1941 portant dissolution du Conseil municipal de la Commune de Papeete ;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1942 portant désignation du Président et des Membres de la Commission municipale de Papeete ;

Vu l'arrêté du 16 mars 1945 fixant la composition de la Commission municipale d'Uturoa ;

Vu le décret du 18 juin 1945 instituant une Commune à Uturoa,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Les électeurs des Communes de Papeete et Uturoa sont convoqués pour le dimanche 26 août 1945 à l'effet de procéder à l'élection des membres des conseils municipaux.

Art. 2.— Le nombre des membres à élire est fixé à vingt-sept pour Papeete et à douze pour Uturoa.

Art. 3.— L'élection aura lieu au suffrage universel et au scrutin de liste, d'après les listes électorales arrêtées au 31 juillet 1945.

Art 4.— A Papeete, il sera ouvert deux bureaux de vote, de 8 heures à 16 heures.

Le 1^{er} bureau siègera à la Mairie de la Commune et sera destiné au vote des hommes.

Le 2^e bureau siègera à l'Ecole communale, place de la Mairie et sera destiné au vote des femmes.

Les bureaux de vote seront présidés par le Président de la Commission municipale ou par un adjoint ou un membre de la Commission municipale pris dans l'ordre du tableau fixé par l'arrêté susvisé du 1^{er} septembre 1942, assisté, pour la formation du bureau, des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire.

Art. 5.— A Uturoa, il ne sera ouvert qu'un seul bureau de vote à la Mairie de la Commune, de 8 heures à 16 heures.

Ce bureau de vote sera présidé par l'Administrateur-Maire ou, en cas d'empêchement, par un membre de la Commission municipale pris dans l'ordre du tableau fixé par l'arrêté susvisé du 16 mars 1945, assisté, pour la formation du bureau, des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire.

Art. 6.— Les opérations électorales auront lieu dans les formes et conditions prescrites par les règlements en vigueur.

Art. 7.— Dans le cas où un second tour de scrutin serait nécessaire il y sera procédé dans les mêmes formes et aux mêmes heures et lieux que ci-dessus le dimanche suivant 2 septembre 1945.

Art. 8.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 juillet 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 651 a.p.e. limitant la production de rhum de la Sucrerie-Distillerie d'Atimaono.

(Du 28 juillet 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 26 juin 1891 portant réglementation sur la fabrication et le commerce des spiritueux dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du Ministre des Colonies ;

Considérant la diminution de la production locale de sucre au profit de la production de rhum,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— La production de rhum de la sucrerie-distillerie d'Atimaono est limitée à un maximum de 30 % par rapport à la production de sucre, soit 30 litres de rhum pour 100 kilos de sucre mis en consommation.

Toute production de rhum supérieur au maximum fixé ci-dessus sera confisquée.

Art. 2.— Le Chef du Service des Contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} août 1945 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 juillet 1945.

ORSELLI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 602 du 12 juillet 1945.* — L'article 3 de la décision n° 654 s./g. du 6 septembre 1944 est modifiée ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — (nouveau). — M^{me} Fotius Christiane, institutrice intérimaire du département d'Alger, détachée dans les Etablissements français de l'Océanie pour l'enseignement ménager, est chargée des cours spéciaux d'enseignement ménager et des cours d'enseignement ménager, de dessin, couture, éducation physique du cours complémentaire de l'Ecole Centrale ; elle percevra à ce titre une rémunération mensuelle de : *Deux mille cinq cents francs* (2.500 frs) ».

2. — *Par décision n° 607 du 18 juillet 1945.* — M. Renard (Maurice), Commis de 1^{re} classe des Services Civils, est désigné pour représenter et défendre la Colonie des Etablissements français de l'Océanie dans l'affaire D^r Rabinovitch (Serge) engagée devant le Conseil du Contentieux administratif des Etablissements français de l'Océanie.

3. — *Par décision n° 608 du 18 juillet 1945.* — La démission de ses fonctions d'agent de police présentée par M. Langomazino (Léo), agent de police de 1^{re} classe du Cadre local, est acceptée à compter du 5 juin 1945.

4. — *Par décision n° 624 du 20 juillet 1945.* — M. Pahoa (Tetuarere), agent de police de 2^{me} classe à titre temporaire du Cadre local, est licencié de ses fonctions par mesure disciplinaire, à compter du 1^{er} août 1945.

5. — *Par décision n° 631 du 21 juillet 1945.* — Par mesure exceptionnelle, une prolongation de congé d'un mois à solde entière à passer à Papeete pour raison de santé, est accordée à M. Vallès (François), agent auxiliaire de 1^{re} catégorie, 7^e degré de base, agent des Travaux publics à Taiohae (Marquises), pour compter du 18 juillet 1945.

A l'issue de ce congé et en attendant son départ par la première liaison maritime à destination des Iles Marquises venant après le 17 août 1945, M. Vallès (François) se mettra à la disposition du Chef du Service des Travaux publics.

6. — *Par décision n° 632 du 21 juillet 1945.* — A compter du 14 juillet 1945, il est accordé à M^{me} Deane (Tepuaiura), épouse Keck, institutrice de 1^{re} classe du Cadre local, une prolongation de congé de convalescence de deux mois.

A l'issue de ce congé, l'intéressée devra à nouveau se présenter devant le Conseil de Santé.

7. — *Par décision n° 633 du 21 juillet 1945.* — L'élève-infirmière Mlle Vidal (Suzanne, Jeannine), est nommée infirmière stagiaire du Cadre local, pour compter du 1^{er} juillet 1945.

8. — *Par décision n° 634 du 21 juillet 1945.* — Une prolongation de congé d'un mois sans solde, à passer à Papeete pour affaires personnelles, est accordée à M. Poepoeani (Joseph), agent auxiliaire de 3^e catégorie, 20^e degré de base, en service à Atuona (Marquises), à compter du 16 juillet 1945.

L'intéressé devra embarquer, pour rejoindre son poste aux Iles Marquises, par la première liaison maritime venant après l'expiration de sa permission.

9. — *Par décision n° 669 du 24 juillet 1945.* — L'agent de police de 1^{re} classe du Cadre local Viria a Teamo, est suspendu de ses fonctions avec privation de solde pour compter du 24 juillet 1945, en attendant sa comparution devant la Commission d'enquête prévue par les textes en vigueur.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

1. — *Par arrêté n° 603 du 12 juillet 1945.* — Le sieur Barford Holger, vieillard sans ressources et sans soutien, est admis à l'asile des vieillards de Papeete au titre des indigents du Service local.

2. — *Par décision n° 609 du 18 juillet 1945.* — L'indemnité de bicyclette est allouée à M^{me} Tehea a Puni, épouse Toitua, infirmière sage-femme de 2^e classe du Cadre local chargée de l'assistance mobile à Borabora (Iles Sous-le-Vent) pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Cette dépense est imputable au chapitre 14, article 1^{er}, paragraphe 1 du Budget local.

3. — *Par décision n° 625 du 20 juillet 1945.* — Une commission composée de :

MM. Chardonnet (Robert), Administrateur de 3 ^{me} classe des colonies,	<i>Président ;</i>
Drollet (Henri), Commis ppal hors classe du Secrétariat Général,	<i>Membre ;</i>
Dauphin (Yves), Compositeur hors classe à l'Imprimerie du Gouvernement,	—

est chargée de procéder, sur convocation de son président au recensement général des votes du 20 août 1945, pour l'élection de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants à la commission de réforme du personnel en service dans la colonie tributaire de la caisse des pensions civiles de l'Etat (Loi du 14 avril 1924).

Le président de la commission adressera au Chef de la Colonie le procès-verbal de constatation dressé à cet effet.

La susdite commission procédera, s'il y a lieu, au recensement général des votes pour le 2^{me} tour de scrutin.

4. — *Par décision n° 626 du 20 juillet 1945.* — Les articles 2 et 3 de la décision n° 581/s.g. du 9 juillet 1945 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — (nouveau). — A compter du 1^{er} novembre 1941 jusqu'au dernier août 1944, l'allocation fixée à l'article 1^{er} de la décision n° 581/s.g. susvisée sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de Mille trois cents francs l'an (1.300 frs) suivant barème B annexé à la circulaire n° 578 du 7 mai 1942 de la Direction Générale de Caisse des dépôts et consignations.

Art. 3. — (nouveau). — A compter du 1^{er} septembre 1944, l'indemnité spéciale temporaire est portée au taux annuel de Trois mille cinq cents francs (3.500 frs) suivant barème B annexé à la

circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Le reste sans changement.

5. — *Par décision n° 627 du 20 juillet 1945.* — L'article 2 de la décision n° 582/s.g. du 9 juillet 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 2. — (nouveau). — L'allocation ci-dessus sera majorée de l'indemnité spéciale temporaire de Quatre mille cinq cents francs (4.500 frs) l'an, suivant barème B annexé à la circulaire n° 635 du 12 février 1945 de la Direction Générale de la Caisse des dépôts et consignations.

Le reste sans changement.

2. — *Par décision n° 638 du 23 juillet 1945.* — Il est alloué à titre de subvention aux Sociétés sportives ci-après, sur les crédits du chapitre 14, article 2 du Budget local :

Association sportive "Fei Pi" : Sept mille cinq cents francs,	7.500 »
Association sportive "Jeunes Tahitiens" : Sept mille cinq cents francs,	7.500 »
Association sportive "Excelsior" : Sept mille cinq cents francs,	7.500 »
Association sportive "Les amis de l'Ecole centrale" : Sept mille cinq cents francs,	7.500 »

Ces subventions ne seront mandatées qu'autant que les documents prévus par le décret du 19 juin 1938 auront été fournis.

AVIS OFFICIELS

Avis aux Fonctionnaires

Les élections pour la désignation de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants à la Commission de réforme du personnel en service dans la colonie, tributaire de la Caisse des pensions civiles de l'Etat (Loi du 14 avril 1924) auront lieu le 20 août 1945.

Le vote se fera par correspondance.

A cette fin chaque électeur recevra :

1°) Une feuille imprimée renfermant les instructions concernant le mode d'élection, ainsi que la liste des noms et prénoms de tous les fonctionnaires électeurs et éligibles ;

2°) Un bulletin de vote,

3°) Deux enveloppes portant les numéros 1 et 2.

CHAMBRE DE COMMERCE

AVIS

La liste des électeurs à la Chambre de Commerce pour 1945 sera déposée au Secrétariat de la Mairie de Papeete du 1^{er} au 9 août 1945.

Jusqu'à cette date, les intéressés pourront en prendre connaissance et formuler leurs réclamations.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incom-

modos de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "*de comodo et incommodo*" est ouverte, pendant quinze jours à compter du 1^{er} août 1945, sur une demande formulée par M. Victor Hérault demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer dans sa boulangerie, sise à Papeete, rue Perrote, un moteur à gazoline de 4 C. V. destiné à actionner un pétrin.

L'enquête dont il s'agit, sera close le 15 août 1945, à 17 heures.

M. Bernast Alexis, subdivisionnaire des Travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 18 juillet 1945.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCE JUDICIAIRE

Etude de M^e P. DE MONTLUC, Défenseur à Papeete.

Cession de fonds de commerce.

DEUXIÈME INSERTION

Suivant acte sous signatures privées en date à Papeete du 6 juillet 1945, portant mention :

" Enregistré à Papeete, île Tahiti, le 6 juillet 1945, folio 59, case 911 - Reçu : *Six mille francs* - Signé : FAUGERAT ".

M. Yu Kwai Yan c. i. 4519, commerçant, demeurant à Papeete a vendu à M. Youn Sang c. i. 6634, demeurant à Papeete :

Le fonds de commerce de négociant de première classe sis rue du 22 Septembre à Papeete, exploité sous l'enseigne YEE YICK comprenant :

1^o La clientèle, l'achalandage, le droit au bail verbal et l'enseigne ;

2^o Les agencements et objets mobiliers servant à l'exploitation et les marchandises en magasin.

La prise de possession a été fixée au 6 juillet 1945.

Les oppositions devront être faites à peine de forclusion dans les dix jours de la présente insertion, à Papeete, en l'Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur.

Pour deuxième insertion :

P. DE MONTLUC, *Défenseur.*

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt-trois mars mil neuf cent quarante-cinq, enregistré et signifié.

Entre : Monsieur Henri DAVIO,

Ayant M^e G. AHNNE, pour Défenseur ;

Et Madame Fany Tehinaamatahaura FARE.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux DAVIO - FARE, aux torts et griefs de l'épouse.

Pour extrait :

G. AHNNE, *Défenseur.*

ANNONCES DIVERSES

AVIS

Les actionnaires de la Société Civile Immobilière Chinoise sont convoqués en Assemblée Générale annuelle au siège social à Papeete, Rue du Maréchal Foch, le Lundi 6 Août 1945, à midi.

Ordre du jour :

Election du Comité de Direction ;
Vérification des comptes de la Société ;
Questions diverses.

Le Comité de Direction,

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Entre les soussignés :

1^o Monsieur Maurice Bastide,

2^o Monsieur Gustave Martin,

Tous deux demeurant à Papeete, Tahiti.

Il a été formé une Société à responsabilité limitée, dont les statuts ont d'un commun accord été établis comme suit :

Article 1. — Il est formé entre Monsieur Maurice Bastide et Monsieur Gustave Martin, une Société à responsabilité limitée pour l'exploitation d'un commerce de curiosités, bijouterie, orfèvrerie et en général tous objets manufacturés.

Article 2. — Le siège de la société est fixé à Papeete.

Article 3. — La durée de la société est fixée à Dix années à compter du premier Juillet Mil neuf cent quarante-cinq, pour expirer le trente Juin Mil neuf cent cinquante-cinq.

Article 4. — La raison et la signature sociale sont : Bastide et Martin.

Article 5. — Le capital social est fixé à Cent Mille Francs, divisé en cent parts de mille francs chaque, et attribué à raison de : cinquante parts à Monsieur Bastide.

cinquante parts à Monsieur Martin.

entièrement libérées en espèces.

Article 6. — Les affaires et opérations de la société sont gérées et administrées par les deux associés conjointement ou séparément avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet. En conséquence chacun d'eux a la signature sociale ; il ne peut en faire usage que pour les besoins des affaires de la société à peine de nullité de tous engagements qui ne la concerneraient pas.

.....
Lu et approuvé :

M. BASTIDE G. MARTIN.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

Les Etablissements français de l'Océanie
et du Pacifique Austral.

Prix broché : 50 francs.